

# TAHALIL JOUSSOUR

## PRESENTATION

La Tunisie est entrée avec la révolution dans une transition politique et vit de ce fait et sans conteste une période charnière de son existence. Elle n'est pas la seule nation à vivre une telle expérience dont on sait qu'elle est à la fois une période de grande fragilité mais aussi de nombreux espoirs.

Ces expériences passées nous apprennent qu'une transition bien gérée peut conduire à un bond qualitatif à tous les niveaux (économique, social et culturel) mais qu'au contraire une transition mal gérée peut conduire au désespoir de l'opinion publique pouvant alimenter une dérive populiste ou provoquer un retour à l'autoritarisme.

La Tunisie traverse cependant une période de flottement dangereux qui perdure. Elle ne progresse pas assez par rapport à ses ambitions et son potentiel.

Le pays n'arrive toujours pas à s'affranchir des anciens modèles que ce soit sur le plan économique et social

ou sur le plan politique et de la gouvernance.

Ce blocage creuse la fracture sociale et exaspère l'existence absurde et révoltante de deux Tunisie.

Par ailleurs, le pays demeure confronté à deux défis stratégiques :

- Briser la dynamique de la corruption qui gagne du terrain et gangrène l'ensemble du système;

- Mettre en place une approche nationale pour faire face aux bouleversements stratégiques de la donne géopolitique.

Des choix politiques s'imposent. Les politiques tardent à l'assumer, les dangers guettent le pays, l'impatience et la déception gagnent du terrain et le temps commence à jouer contre nous.

Joussour contribuera par une lecture des faits saillants sous l'angle de ce diagnostic à détecter les failles et mettre en relief les avancées qui poussent vers le déblocage de la

## DANS CE NUMÉRO :

<b>PRESENTATION</b>	P . 1
<b>Empirement de la crise interne</b>	P . 1
<b>La crise sociale, dilemme de toutes les sociétés et catalyseur de profondes transformations en leur sein</b>	P . 2
<b>La capacité de chaque société à tirer profit de ces crises et à repousser la régression dépend de la résolution de la question de la gouvernance</b>	P . 2
<b>Au lieu de quoi la phase actuelle a entretenu une élite politique traditionnelle</b>	P . 4

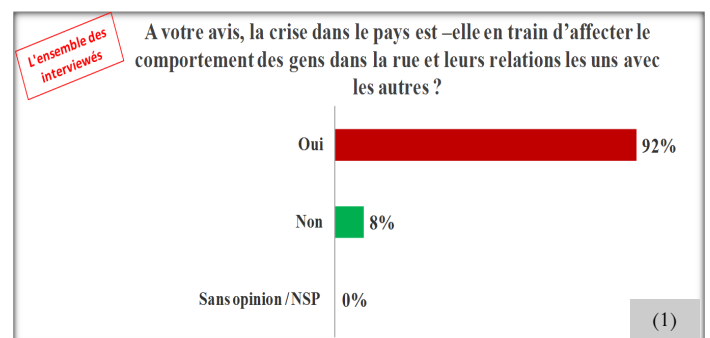
## Empirement de la crise interne

Les manifestations de la crise interne se sont exacerbées et accélérées au cours de la période écoulée. Un état d'anxiété et d'inquiétude a gagné les citoyens concernant le risque de dérapage au cours de la période à venir, conséquemment à un alignement dramatique d'éléments négatifs plongeant tout le pays dans une impasse. La hausse du taux de criminalité et des suicides, la ruée des classes et catégories les plus vulnérables vers la migration illégale et la fuite des hauts diplômés et hauts cadres sont parmi les contrecoups les plus visibles de la crise sociale.

Notre sondage du mois d'octobre montre que la majorité des sondés pense que la crise dans le pays a des répercussions qui dépassent les sphères politique et sociale pour s'étendre aux relations sociales dans la rue et au sein de la famille (1).

Il existe également une perception claire et largement partagée que les politiciens aussi bien au pouvoir que dans l'oppo-

sition sont surtout occupés par les tiraillements politiques en rapport avec les élections générales prévues constitutionnellement pour la fin de l'année 2019.



Sondage d'opinion téléphonique réalisé par Joussour  
du 22 au 25 Octobre 2018

Ils participent au glissement des conflits politiques vers des carrés périlleux où interfère le politique, le sécuritaire et le judiciaire et où sont manipulés les organes de l'Etat et les relations internationales en faveur de telle ou telle partie. De plus le conflit politique a infiltré le cercle jusqu'ici préservé des institutions à vocation neutre de l'Etat et des organismes nationaux

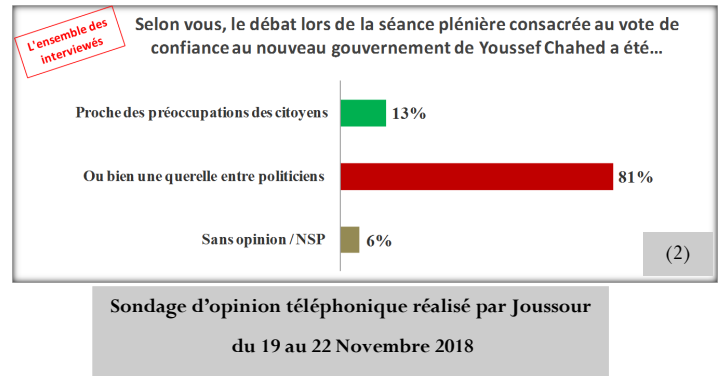
Il est clair aujourd'hui qu'une majorité écrasante de citoyens considère que les politiciens ne prêtent attention à l'intérêt public et aux besoins des citoyens que dans la mesure où cela sert leurs intérêts personnels ou électoraux.

Plus grave encore, une majorité des sondés considère également que les partis privilégient leurs intérêts à ceux des citoyens. Ces perceptions sont confirmées par les accusations échangées entre politiciens, même au sein des institutions, de défendre les intérêts sectoriels, régionaux et de groupes au détriment de l'intérêt national, les dernières en date ayant été à l'occasion du débat sur la loi de finances de 2019 (2)

Cette perception est renforcée par le fait que les dirigeants justifient leurs positions divergentes avec les doléances du public par les contraintes de l'intérêt de l'Etat. Cette justification renforce le sentiment que l'Etat est devenu un systè-

me étranger aux préoccupations et aux besoins de la population. Un système dont la légitimité dérive de lui-même et dont la pérennité est liée à la volonté des gouvernants et non des gouvernés. Par conséquent, leurs relations réciproques sont devenues marquées par la distance et la tension

Tout cela reflète un état de cécité, d'impuissance et d'indifférence de la part des politiciens face à l'exacerbation de l'anxiété et de la tension sociale. Cet état de fait, s'il perdure, constituera une perturbation, voire une menace pour la prochaine échéance électorale pouvant mettre à mal la transition politique et économique du pays.



## La crise sociale, dilemme de toutes les sociétés et catalyseur de profondes transformations en leur sein

L'accumulation des indicateurs négatifs sus-cités débouche sur des dangers importants et graves pour l'Etat et pour le pays. Les crises sociales sont devenues un défi pour tous les pays, indépendamment de leur degré de développement et de la diversité de leurs systèmes politiques. Elles ont clairement révélé l'incapacité des institutions à répondre aux aspirations de leurs citoyens et de faire face à l'aggravation des crises économiques et sociales, ce qui a engendré un approfondissement de la méfiance des électeurs envers les politiciens et les partis politiques, et du même coup, une baisse de la confiance dans la démocratie et le libéralisme économique et une perturbation dans l'adoption des valeurs culturelles dominantes.

C'est ainsi que les manifestations de protestation sociale se sont diversifiées, et se sont étendues géographiquement prenant de nouvelles formes d'organisation diversifiées et

innovantes, sans être à l'abri des déviations et de l'extrémisme pouvant alimenter la montée des courants populistes et autres. Autant de nouvelles dynamiques qui dénigrent la démocratie tout en l'utilisant pour atteindre le pouvoir misant en parallèle sur l'autoritarisme et la limitation à venir des libertés individuelles et publiques. Ces courants récoltent les fruits politiques de l'échec du modèle économique libéral. Lequel échec découle lui-même de l'incapacité du modèle à limiter les clivages sociaux et à ouvrir des perspectives devant les aspirations des jeunes.

Tout cela indique que le monde vit une phase exceptionnelle, marquée par le déclin de la confiance et par l'urgence de la question sociale, et qui annonce des transformations rapides, profondes et étendues au sein des sociétés et sur la scène internationale, dont les issues sont difficiles à prévoir.

## La capacité de chaque société à tirer profit de ces crises et à repousser la régression dépend de la résolution de la question de la gouvernance

Notre pays vit un véritable anachronisme entre d'un côté, les exigences de la Révolution et les transformations internationales et de l'autre côté, la préparation de l'élite politique en place (pouvoir et opposition confondus). La Révolution tunisienne a été l'expression d'un rejet populaire

profond de choix politiques économiques et culturels devenus un obstacle au développement du pays. Cela a exigé le déclenchement d'une dynamique de changement radical et continu en vue de concevoir des alternatives aux différents systèmes effondrés.

Tout est devenu un objet de révision et de changement. Les révisions des concepts même de la démocratie, du modèle économique et social et de la gouvernance de la chose publique ont paru nécessaires pour répondre aux exigences des défis actuels et futurs du pays et tenir compte des profondes et rapides transformations aux niveaux régional et international et dans les divers domaines.

En effet, la fonction essentielle requise de la classe politique en cette phase de transition devait être une fonction innovatrice au niveau des programmes et des choix

politiques et économiques et autres ce qui aurait autorisé la rupture définitive avec les choix que la Révolution a fait chuter.

Elle devait également jouer un rôle innovateur au niveau de la conception de nouveaux modes de gouvernance de la chose publique qui tiennent compte des rôles croissants de la société civile et des médias modernes et la tendance des sociétés modernes à la redistribution horizontale et verticale du pouvoir.

## Au lieu de quoi la phase actuelle a entretenu une élite politique traditionnelle

En contrepartie de ces attentes et de ces exigences, les années post-Révolution ont entretenu une élite politique qui est restée préoccupée par la gestion de la chose publique et la gouvernance des crises et la concurrence sur les postes avec une incapacité flagrante de concevoir de nouvelles alternatives ni au niveau des choix économiques et sociaux ni au niveau de la gouvernance. Cela resta donc une élite traditionnelle dans une phase qui exigeait au contraire une élite innovatrice.

La réussite de la transition en Tunisie est tributaire de la résolution de cet anachronisme entre d'une part la dynamique des situations locales et internationales et d'autre part, l'incapacité de l'élite de concevoir et d'implémenter une nouvelle gouvernance répondant aux préoccupations des gens.

La réalisation de cette nécessaire transformation dépend d'un ensemble d'exigences :

### 1) Rétablir la politique dans le noble rôle qui est le sien

L'essence de la politique est de coller aux préoccupations des citoyens et de répondre à leurs besoins. Seule cette compréhension de la politique peut réconcilier les politiques avec la grande majorité des citoyens et avec la jeunesse particulièrement dubitative vis-à-vis des politiques.

En effet le rôle des politiciens ne se limite pas à gouverner mais comprend aussi l'encadrement des citoyens et leur motivation à participer à la gestion des affaires publiques et à exprimer leurs points de vue et leurs aspirations. C'est pourquoi le pays qui se dirige vers une échéance électorale à la fin de cette année, a tant besoin d'une révision de la

politique pour que son objectif soit enfin et clairement la gestion des affaires publiques reflétant les aspirations et les besoins du peuple détenteur de la souveraineté.

Le pays a également besoin de former une nouvelle élite politique capable de jouer son rôle dans la gestion des affaires publiques et dans la direction du pays vers un avenir meilleur. Une élite qui aura la capacité d'assumer les charges du pouvoir comme de concevoir des solutions innovantes pour restaurer le lustre de la démocratie et le sens noble de la représentativité.

### 2) La politique doit se baser sur les valeurs nationales communes ?

Les valeurs nationales communes constituent des éléments de résilience de la société face aux secousses et crises auxquelles elle peut être confrontée. Il est donc impératif pour toute politique nationale de s'appuyer sur ce capital pour sortir le pays de la crise.

Les sondages d'opinion effectués durant des années ont montré l'existence de valeurs communes chez les tunisiens dont les plus importantes sont:

**\* L'attachement et la fierté du modèle démocratique tunisien**

**\* La solidarité sociale**

**\* L'attachement au modèle sociétal tunisien**

**\* L'unanimité sur la lutte contre le terrorisme**

**\* L'attachement à la souveraineté nationale.**

### 3) La responsabilité des composantes de la société civile

La Réactivation de l'ascenseur entre l'État et la société est une condition importante pour surmonter le blocage résultant de l'échec du système de gouvernance traditionnelle. Cela nécessite l'émergence de nouveaux intermédiaires suffisamment représentatifs et capables de jouer leurs rôles dans l'encadrement, la sélection, l'orientation et la communication des besoins et des doléances populaires aux cercles dirigeants de l'État.

En effet les partis et les corps centraux traditionnels connaissent actuellement une crise qui les empêche de jouer ces rôles. Les partis se sont érodés et transformés en de simples instruments à affronter des élections en vue d'accéder au pouvoir sans véritable différenciation des visions et des programmes, ce qui les a rendus vulnérables à la manipulation et au marchandage et des proies à tous les dangers y compris la corruption.

Quant aux associations et organisations nationales, une première partie d'entre elles n'a pas dépassé son rôle hérité de la période précédant la révolution en tant qu'instrument utilisé par le système déchu pour consolider sa légitimité, établir son autorité et étendre son influence. L'autre partie a réussi à créer une sorte de contrat avec le nouveau système de gouvernance lui garantissant une marge d'indépendance inégale et lui permettant d'influencer la décision mais tout en restant confiné dans son équation sectorielle.

Le fait est que la Révolution a fait émerger une richesse et une diversité au sein des composantes de la société civile tant au niveau des formes d'organisation et domaines d'activité qu'au niveau de la capacité d'attirer et encadrer les groupes les moins intéressés ou engagés dans les activités des

structures intermédiaires classiques, politiques et non politiques (notamment les jeunes). Ces nouvelles composantes dépassent dans leurs préoccupations le cadre sectoriel pour se focaliser sur la réflexion et l'accompagnement des changements sociétaux en cours et sur l'observation, la surveillance, l'enquête et le suivi de l'action publique et des activistes dans l'espace public. Ces domaines sont compatibles avec la nature de ces composantes qui se caractérisent par le dynamisme, l'innovation et la rapidité.

Cependant, ces composantes restent fragiles quant à l'indépendance de leurs ressources financières basées en grande partie sur le soutien étranger, et à un déficit d'enracinement dans leur espace sociétal, ce qui les expose au risque de mainmise et de manipulation par les partis ou le pouvoir politique, la bureaucratie, les lobbys financiers voire perméables aux infiltrations étrangères.

Tout ceci met en évidence la responsabilité des grandes organisations face à la gravité de la situation dans la création de cadres et de formules appropriés pour la conception de visions, programmes et politiques économiques et sociaux, vu l'incapacité alarmante des politiciens à jouer ce rôle.

Ces organisations seraient, en effet, les mieux à même de le faire en raison de leur capital technique et de leur représentativité. Mais cela est conditionné par leur capacité à briser les cercles vicieux qui les confinent dans leurs propres équations internes et à ouvrir la voie à la conclusion de nouveaux contrats au service des intérêts nationaux.

### 4) La dissociation de l'agenda électoral et de l'agenda des réformes économiques et sociales

Pour faire face à l'alignement dramatique des éléments négatifs et éviter de noyer le pays dans le dilemme de la dynamique négative, il est nécessaire de toute urgence de dissocier l'agenda électoral menant aux élections législatives et présidentielles à venir de l'agenda des réformes économiques et sociales qui s'étendront, elles, sur plusieurs années.

Cette dissociation est une nécessité évidente compte tenu de la divergence profonde entre le temps électoral (de court terme) et le temps socio-économique (de moyen terme). De plus la progression et le succès de chacun d'eux ont leurs propres contextes et conditions qui peuvent soit, se croiser et créer une dynamique positive soit s'opposer et créer une dynamique négative.

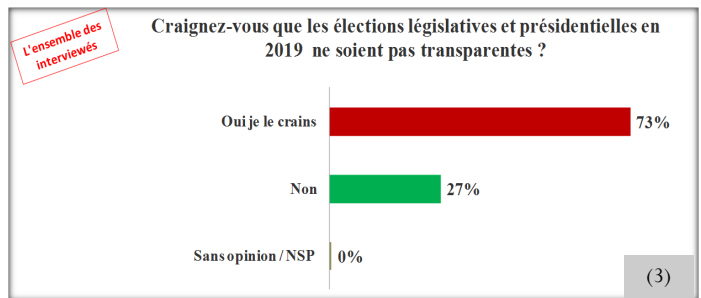
En effet et à l'approche de l'échéance électorale, le dossier économique et social nuira fortement à la conduite de ces élections, surtout si nous prenons en considération les trébuchements connus par le pays dans ce domaine malgré l'écoulement de huit années de transition politique.

De même la proximité de cette échéance politique affectera négativement le dossier économique et social compte tenu de la difficulté de démarrer des réformes au cours d'une année électorale, et qui seront reportées jusqu'à ce que les résultats des élections soient annoncés et que les vainqueurs prennent le pouvoir et aient une idée claire sur le contenu de ces réformes et leur calendrier.

Et comme la situation économique et sociale du pays ne peut plus supporter tout ce report dangereux pour la stabilité du pays, il est impératif d'aller vers un accord politique urgent entre les parties concernées. Il s'agira ainsi de développer une feuille de route centrée sur un programme économique et social à moyen terme dont la conception impliquera principalement les grandes organisations concernées par les dossiers économiques et sociaux, en particulier les trois unions des travailleurs, des patrons et des agriculteurs. 2019 et qui sera donc soutenu par une large ceinture politique et sociale.

C'est seulement alors que les partis et toutes les autres parties politiques pourront se préparer pour les élections attendues dans un climat apaisé loin des tiraillements actuels qui prennent en otage l'Etat lui-même, ce qui garantira sa transparence et la crédibilité de ses résultats et leur acceptation par tous et rassurera l'opinion publique quant à son intégrité (3).

Quand à la nouvelle majorité issue des prochaines élections, elle aura toujours au lendemain de ces mêmes élections l'opportunité de pouvoir déclencher un processus d'évaluation des efforts de réformes entrepris par ledit gouvernement et cela avant de décider ou non de son maintien.



Sondage d'opinion téléphonique réalisé par Joussour  
du 24 au 27 Décembre 2018